



SYNDICAT DE BASSIN DE L'OUDON

*« Eau, systèmes agricoles durables et territoire
du bassin de l'Oudon 2030 »*

Scénario de référence
« Agr'eau Oudon 2030 »

Compte-rendu du 3^{ème} Comité de Veille

Vendredi 16 Septembre 2022

Préambule lexical : suivi, évaluation, veille

Face à un risque important de dispersion et de saturation, il est nécessaire de structurer un « noyau dur » d'indicateurs essentiels (c'est-à-dire qui ont du sens pour la conduite de l'action des différents acteurs).

Le sens des mots :

- « **SUIVI** » = basé sur un tableau de bord de données, souvent quantitatives (statistiques) et d'indicateurs de moyens opérationnels et majoritairement internes (état d'avancement des programmes et actions structurantes) mis en œuvre. Le suivi s'appuie sur l'actualisation des données de connaissance de base du territoire.

Périodicité : annuelle

Management : opérationnel

- « **EVALUATION** » = jugement critique (et non justification) émis sur l'atteinte d'objectifs de résultats globaux pour le territoire grâce aux moyens mis en œuvre. Les indicateurs de résultats concernent l'efficacité (atteinte des enjeux et des objectifs définis) voire l'efficience (atteinte de l'objectif au meilleur coût). S'il s'agit d'évaluation des politiques publiques, les objectifs sont mixtes résultats / moyens publics (données quantitatives + qualitatives).

Périodicité : pluri-annuelle

Management : pilotage stratégique

- « **VEILLE** » = combine la surveillance des indicateurs d'évaluation les plus stratégiques (principalement en termes d'objectifs de résultats sur le territoire), avec la surveillance des facteurs de changements, essentiellement externes et qualitatifs (analyse CROISÉE des données qualitatives + quantitatives). C'est le complément d'une démarche de Prospective pour capitaliser dans la durée sur les travaux (Groupe exploratoire => Groupe de Veille pluridisciplinaire) et d'aider au pilotage de la stratégie voulue (Décideurs).

Périodicité : annuelle

Management : pilotage stratégique et prospectif

SOMMAIRE

Composition des Comités de Veille 2013-2017-2022	4
Déroulement, supports d'animation et modalités de lecture du compte-rendu du Comité de Veille du 16/09/2022	6
Quels sont les événements/décisions/évolutions majeurs et locaux intervenus depuis 2010 ayant un impact sur les éléments du scénario 2030 ?	8
Scénario de référence : « Eau, systèmes agricoles durables et territoire du bassin de l'Oudon 2030 »	10
Tendances d'évolution générale d'ici 2030	11
1°/ La responsabilisation des territoires d'eau avec le changement climatique	17
2°/ Une volonté de rationalisation financière et d'organisation cohérente entre structures liées à l'eau	18
3°/ Un contexte socio-économique exigeant pour les agriculteurs	22
4°/ Un engagement significatif des collectivités territoriales	28
Actualisation d'hypothèses majeures du « Scénario de référence 2030 » à 2040	33

Composition des Comités de Veille 2013-2017-2022

Organisme ou Nom Prénom	« Fonctions »	Groupe exploratoire 2010	Comité Veille Prospective 07/06/2013	CVP 17/11/2017	CVP 16/09/2022
Joël RONCIN	Agriculteur (lait) – vice-Président SBO	oui	oui	oui	oui
Dominique COUËFFÉ	Agriculteur (lait) et maire de Cosmes	oui	oui	oui	oui
Laurent LELORE	Agriculteur (GAEC lait + porc) - élu CA49 ex président du CRATEAS 49	oui	oui	oui	oui
René LÉRIDON	agriculteur retraité (Nyoiseau, représentant Crédit agricole, membre du bureau du S.I.A.E.P. du Segréen)	oui	excusé	oui	oui
Rémi GAROT	agriculteur pluriactif VP SBO	non			oui
Pierre-Marie HEULIN	Agriculteur et maire de Châtellais ex S.I.A.E.P. du Segréen et du SY.M.B.O.L.I.P	oui	oui	oui	excusé
Bernard LAYER	Coordonnateur à la Chambre d'agriculture pour le bassin versant de l'Oudon	Jean-Jacques OGER	plus en poste	oui	oui
CFPPA Segré	Enseignement	Jean-Michel Morillon	oui	oui	Elodie AUDOUIN
Sylvain LACOTE	Ingénieur milieux aquatiques S.B.O.	Oui	oui	oui	oui
Bernard BOUTEILLER	Ex vice-président FDPPMA 49 – Pdt association « Les gardons de l'Oudon »		excusé	excusé	oui
François LAURENT	Maître de conférences à l'Université du Maine		oui	oui	excusé
Jérémy TREMEAU	agriculteur à Quelaines- Saint-Gault, ancien Président JA53		oui	oui	excusé
Thierry LAMBERT	élu TERRENA et membre S.I.A.E.P. Segréen		oui	oui	

Organisme ou Nom Prénom	« Fonctions »	Groupe exploratoire 2010	Comité Veille Prospective 07/06/2013	CVP 17/11/2017	CVP 16/09/2022
Stéphane DALIFARD	Agriculteur à Méral, responsable syndical cantonal		oui	non	excusé
DDT53	Catherine SCHEHR	Didier BOURBON	Catherine SCHEHR	oui	Eric Dufros, référent territorial CCPC et CCPCG
DDT49	Cécilia CREVECOEUR	Philippe MARCHAND	oui	oui	excusée
CD49	Observatoire de l'Eau 49	Pas en poste	Pas en poste	Emmanuel COURTIN	Alice REUILLON
CD53	Directeur adjoint ATD'Eau 53 Hydrogéologue au CD 53	Alexis ROBERT	excusé	oui	oui
Agence de l'eau Loire Bretagne	Unité de la planification et de la prospective	Bernard PFEIFFER	non	Oui, Thierry GENETTAIS	excusé
ARS Pays de la Loire	Technicienne sanitaire à l'ARS délégation Maine et Loire	Françoise BOURLLOT	oui	oui	excusée
Syndicat d'Eau de l'Anjou					
Syndicat Bassin Oudon	Responsable et chargée de mission du pôle Qualité de l'eau et gestion quantitative		oui	oui	Delphine PREVOT / Juliette MAC ALEESE
FUTUROUEST	Bureau d'études prospective	Guy PAGNARD	oui	oui	oui

Déroulement, supports d'animation et modalités de lecture du compte-rendu du Comité de Veille prospective du 16/09/2022

Rappel chronologique de la démarche prospective « Eau, systèmes agricoles durables et territoire du bassin de l'Oudon 2030 » et du Scénario « Agr'eau Oudon 2030 » :

- Prospective « Eau –Agriculture-Territoire 2030 » => Scénario préférentiel « Eau Oudon 2030 » (2010-2011)
- « Traduction stratégique » dans le 2^{ème} SAGE (2013)
- 1^{er} Comité de Veille prospective (CVP) en septembre 2013
- 2^{ème} CVP en novembre 2017
- 3^{ème} CVP le 16 septembre 2022

Les acteurs du bassin de l'Oudon montrent ainsi qu'ils défendent un territoire à enjeu eau avec de la suite dans les idées, malgré tous les changements inhérents à la vie...

Préalablement au Comité de Veille, 4 documents ont été envoyés aux participants sollicités :

- *Le compte-rendu du 2^{ème} Comité de Veille Prospective (CVP) de novembre 2017*
- *L'évaluation annuelle des indicateurs du SAGE, présenté en CLE en Juin 2022*
- *Le Bilan du Contrat Territorial Eau (CT Eau) 2020-2022, présenté au Comité de pilotage à vocation agricole de l'Oudon (CPVAO) en Juin 2022*
- *Les principaux tableaux d'actualisation de l'état des lieux de l'agriculture du bassin de l'Oudon, selon les recensements agricoles de 2010 et 2020*

L'animation de la journée consistait à **alimenter des points d'échanges et de débats** entre les participants :

1. En termes **d'évaluation** des tendances identifiées et des objectifs poursuivis dans le Scénario de référence « Agr'Eau Oudon 2030 » (à partir du compte-rendu du CVP de 2017)
2. Quelles sont les hypothèses qui se confirment / restent en suspens / s'infirment / nouvelles ?
3. Enfin, en synthèse, il a été proposé de **probabiliser collectivement une quinzaine d'hypothèses** actualisées à l'horizon 2040 (au plus tard).

Les principaux éléments du scénario 2030, tel qu'écrit en 2010, sont rappelés dans les encarts grisés.

Deux apports en séance pour alimenter la réflexion et les débats :

1. Les principaux tableaux de l'état des lieux actualisé de l'agriculture du bassin de l'Oudon, selon les recensements agricoles de 2010 et 2020, par Futurouest ;
2. L'actualisation des indicateurs d'évolution du SAGE et de la qualité, par les chargées de mission du syndicat du bassin de l'Oudon.

Débat Comité de Veille Prospective (CVP) 2022 :

- ✓ Les principaux échanges figurent en caractère Segoe UI, 12.

Les points de débats qui ont fait l'objet d'une nouvelle probabilisation l'après-midi du CVP apparaissent en surlignage bleu dans le compte-rendu.

Cf. probabilisation hypothèse n°1 à 2040

Certains éléments du compte-rendu du CVP de novembre 2017 ont été laissés, notamment lorsqu'ils n'ont pas été abordés dans le CVP de 2022, faute de temps.

⇒ Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

En synthèse pour chaque grande partie du Scénario 2030, une synthèse des tendances :

Ce qui a tendance à se confirmer

Ce qui reste indécis

Ce qui a tendance à s'infirmier

Quels sont les événements/décisions/évolutions majeurs et locaux intervenus depuis 2010 ayant un impact sur les éléments du scénario 2030 ?

- 2013 : évaluation du programme de lutte contre les pollutions agricoles (2009-2013)
- 2014 : arrêté définissant l'Aire d'Alimentation du Captage de Segré
- 2015 : désignation de 3 nouveaux captages souterrains prioritaires sur le bassin versant de l'Oudon : La Plaine, L'Eperonnière et Challonge ; signature d'un nouveau programme d'actions Pollutions (2015-2019)
- 2016 : étude d'opportunité du développement de l'agriculture biologique sur le bassin versant de l'Oudon
- Des regroupements en communes nouvelles : Segré en Anjou Bleu, Ombrée d'Anjou
- 2017 (oct.) : Création de l'Agence Technique Départementale de l'Eau de la Mayenne « ATD'EAU 53 » en Octobre 2017
- 2017/2018 : 6ème programme d'action Nitrates (régional)
- 2018 : Fusion des anciens syndicats SBOS, SBON et SYMBOLIP dans un syndicat unique Syndicat du Bassin de l'Oudon au 01/01/2018 – la CC du Pays de Château Gontier décide de ne pas reconduire son adhésion et d'exercer en direct la compétence GEMAPI (la partie de la CC sur l'Oudon étant minoritaire par rapport à la partie sur la Mayenne - rivière)
- 2018 : Transfert de la compétence « eau & assainissement » :
 - Côté Maine-et-Loire : création du Syndicat d'Eau de l'Anjou au 01/01/2018
 - Côté Mayenne : transfert aux communautés de communes : Pays de Craon, CA Laval, CC Pays de Château Gontier => 3 captages souterrains prioritaires
- 2019-2024 : 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau ; demande d'étude
- 2019 (24/09) : signature d'une nouvelle version de la Charte des préconisateurs sur les pratiques agricoles permettant d'améliorer la qualité de l'eau du bassin de l'Oudon et intégrant les aspects gestion quantitative de la ressource (parmi les signataires : Région/Départements/entreprises/Chambre d'agriculture Pays de la Loire/syndicat du bassin de l'Oudon)
- 2020-2022 : signature d'un Contrat Territorial Eau unique avec les partenaires et financeurs, avec un projet européen Life sur le Chéran
- 2021 : signature d'une convention Syndicat du bassin de l'Oudon - CC du Pays de Château-Gontier – de type assistance à maîtrise d'ouvrage pour les actions agricoles à développer sur le captage de La Plaine
- 2022-2027 : révision du SDAGE Loire-Bretagne et positionnement du Préfet de bassin pour le maintien du classement du bassin-versant de l'Oudon dans la disposition 7B3 = plafonnement au niveau actuel des prélèvements à l'étiage

pour prévenir un déficit quantitatif et engagement à réaliser un Projet Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE) d'ici 2024 (avis défavorable de la CLE sur un classement en Zone de Répartition des Eaux)

- 2022/2023 : 7ème programme d'action Nitrates (national / régional) en cours de finalisation : a priori confirmation du maintien en Zone d'Action Renforcée (ZAR) du bassin de l'Oudon
- 2023 : évaluation et suite du CT Eau 2020-2022 ?
- 2023-2027 : nouvelle PAC et nouveaux dispositifs d'aides

Bibliographie : documents de référence actualisés

- Rapports d'activités du Syndicat de Bassin de l'Oudon 2021 (approuvé le 6 avril 2022)
- Contrat territorial multi-thématique eau du BV Oudon / CD53 + CD49 + FDPMA 53 + FDPMA 49 + AELB + Etat - 2020-2022 : cf. COPIL CT'EAU Bilan An 3
- SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 : demande d'un PTGE (projet de territoire de gestion (quantitative) de l'eau) par les services de l'Etat – Préfet de bassin
- Rapport sur la Qualité et le Prix du Service du Syndicat d'Eau de l'Anjou 2020 + stratégie de moyen terme.
- Schéma Directeur Eau Potable du Maine-et-Loire (Conseil Départemental 49) approuvé en juin 2022. Quelle stratégie générale et spécifique au bassin de l'Oudon : arrêt de la prise d'eau de Segré.
- Observatoire de l'Eau (CD & MISEN 49) : qualité de l'eau et des rivières du Maine-et-Loire – bilan complet de 2020. Intérêt = relativise la situation DCE du BV Oudon par rapport aux autres BV du 49
- Rapport ATD Eau en Mayenne (2019 en ligne)

Scénario de référence : « Eau, systèmes agricoles durables et territoire du bassin de l'Oudon 2030 »

Le scénario de référence a une dominante de collaboration active entre 3 groupes d'acteurs majeurs :

- les organisations liées à l'eau (CLE, SIAEP, AELB,...) ;
- les agriculteurs et leurs conseillers (au sens large) ;
- les collectivités territoriales (EPCI, communes, Pays...)

Finalités à l'horizon 2030 : Commencés en 2010, la Charte des préconisateurs et les Plans Personnalisés d'Accompagnement des Exploitants ont produit des *effets significatifs sur les fuites d'azote et les différents paramètres (nitrates, phosphore, phytosanitaires, matières organiques) suivis pour la production d'eau potable à partir de l'eau brute de l'Oudon* : le nombre de jours de dépassement des normes est descendu définitivement sous les 18 jours par an, au point de captage de Segré. Ailleurs sur le bassin versant, *tous les captages souterrains font l'objet d'un périmètre de protection hydrogéologique et de conditions de production d'eau satisfaisantes.*

A l'horizon 2030, ce scénario préférentiel est porté par 4 facteurs d'évolution des interactions entre :

- le fonctionnement technico-économique des agriculteurs ;
- les problématiques environnementales liées à l'eau ;
- la responsabilité politique des élus locaux dans les services à la population.

1°/ La responsabilisation des territoires d'eau avec le changement climatique

2°/ Une volonté de rationalisation financière et d'organisation cohérente entre structures liées à l'eau

3°/ Un contexte socio-économique exigeant pour les agriculteurs

4°/ Un engagement significatif des collectivités territoriales

Tendances d'évolution générale d'ici 2030

La dominante générale des scénarios 2030 s'inscrit dans une certaine continuité, grâce à la présence d'un aval agroalimentaire dense et assez diversifié (Terrena, Bongrain, Lactalis, négociants...) exerçant ses activités concurrentielles dans un cadre de politique agricole européenne visant prioritairement la sécurité alimentaire.

L'Oudon reste un territoire à vocation productive dont les terres ne sont pas restées en friche et ont continué de prendre de la valeur.

Les tendances déjà à l'œuvre de restructuration du tissu d'exploitations agricoles (démographie des chefs d'exploitation, diminution du nombre de sièges d'exploitation, agrandissement sociétaire ou individuel et spécialisation sur une ou deux productions) se poursuivent.

Mais elles peuvent être influencés par des décisions politiques et réglementaires voire locales (politiques professionnelles influençant la concurrence entre l'installation de nouveaux agriculteurs et l'agrandissement des exploitations existantes).

Les services collectifs de type CUMA-ETA-remplacement se sont fortement développés pour suppléer la diminution de main d'œuvre dans les exploitations elles-mêmes.

Modes de vie

La vie quotidienne des Français a été bouleversée par l'omniprésence des technologies numériques et de communication (commerce, distribution, services, télétravail, téléassistance, enseignement à distance...).

A partir de 2020, le prix du pétrole est durablement supérieur à 150 \$ le baril [rappel : 50 en début et fin d'année 2008 – pic à 140 en milieu d'année].

La santé et le bien-être sont des préoccupations majeures des Français (comportements, achats, investissements...).

Politiques publiques européennes et nationales

Une Politique Agricole Commune continue d'organiser la sécurité alimentaire européenne (recherche d'autosuffisance) et la gestion des espaces ruraux.

Depuis les lois du Grenelle de 2010, la France a opté pour une politique dirigiste en matière environnementale [taxation carbone généralisée aux produits de consommation, interdiction des énergies fossiles dans le chauffage des bâtiments neufs, interdiction des produits jugés à risque, ...].

Quels sont les événements/décisions/évolutions majeurs intervenus depuis 2010 ayant un impact sur les éléments du scénario 2030 ?

- La PAC continue d'exister à l'échelle de l'U.E (+ Brexit)
- Des événements géostratégiques : pandémie mondiale Covid19 (2020-...), guerre russo-ukrainienne... ayant des incidences fortes sur les productions (hydrocarbures, agriculture, manufacture), les flux logistiques... et une reprise historique de l'inflation des prix !
- Des modes de vie perturbés par les confinements dans des sens parfois contradictoires : accélération du e-commerce/livraison à domicile (ville) vs « circuits courts »/vrac (?)
- Le changement climatique et ses effets se confirment chaque année davantage : événements extrêmes, pluviométrie annuelle « stable », températures et étages « estivaux » plus marqués
- Des objectifs de décarbonation (objectif national = « 0 émissions nettes de CO2 en 2050 »), notamment par l'électrification (véhicules particuliers, pros)... mais un parc nucléaire problématique (coût EPR x 6, vieillissement des équipements, perte de compétences, impact des étages plus sévères sur le refroidissement...) => une stratégie nationale de « transition écologique » fondée sur les mesures d'atténuation des rejets, d'adaptation aux changements inévitables et de diversification (PV, méthanisation,...) ?

Débat CVP 2022 :

- ✓ Les modalités de la PAC sont reconduites et adaptées dans un sens plus agroécologique qui fait l'objet d'un consensus assez large désormais (sortie de l'UE du Royaume-Uni. Ses modalités sont bien intégrées par les exploitants.
- ✓ La libéralisation des échanges mondiaux de manière multilatérale à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) n'est plus la priorité des grandes nations depuis près de deux décennies. On assiste plutôt à des logiques de « blocs géographiques » (Asie) ou d'accords bilatéraux, dont la validation est de plus en plus difficile (dernier exemple en date : UE-Canada). Pour autant, la guerre en Ukraine et l'empêchement des exportations céréalières pendant plusieurs mois ont montré l'interaction des marchés à l'échelle mondiale avec une flambée des cours généralisée (sans rapport avec l'évolution des coûts de production)
- ✓ Nos modes de vie sont intégrés à un modèle de société de consommation-publicité-divertissement, internationalisé voire mondialisé selon les produits et marqué par une accélération/intensification des temps de vie au quotidien pour les actifs. Les confinements liés au Covid19 en 2020 et 2021 en ont

marqué un coût d'arrêt, que certaines opinions considéraient (espéraient) comme des ruptures : « Le Monde d'avant/Le Monde d'après ». Il semble que cet arrêt a été temporaire et que les habitudes de la société de consommation aient repris le dessus, même si la reprise de l'inflation (alimentation, carburants,...) et la limitation du pouvoir d'achat d'une partie des ménages français pèsent conjoncturellement.

Les confinements à domicile ont même accentué certaines tendances à l'individualisation de la consommation avec développement du e-commerce, de la livraison à domicile « quasi gratuite » et de la (re)découverte du « local », du commerce de proximité, des sentiers et du cadre de vie de proximité (périmètre Covid = 1 km).

Malheureusement cette dernière tendance au local ne s'est pas inscrite sur la durée, avec la « désertion » des marchés locaux depuis 2022, des voies vertes... Même évolution sur le Bio, avec une chute vertigineuse de consommation, un déréférencement faute de débouchés et même des « déconversions » de certains agriculteurs.

Cette désaffection est-elle liée au mode de vie dominant (individualisation/gain de temps/moindre prix/valorisation image vs qualitatif alimentaire et environnemental/local/« faites le vous-même ») ou à la conjoncture inflationniste dans laquelle **l'alimentation reste une variable d'ajustement par rapport aux autres biens.**

Cf. statistiques des recensements agricoles 2010-2020 sur les démarches qualité des exploitations.

- ✓ Après les normes liées au bien-être animal, **émergence des sujets liés au végétarisme et au véganisme** (« bien-être animal » et « sauvetage de la planète du changement climatique ») sur la place publique et dans les médias : quelles influences à long terme ?

Cf. probabilisation hypothèse n°1 à 2040

- ✓ Concernant le changement climatique, la France est à cheval sur 2 zones, entre assèchement au sud de l'Europe et augmentation de la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes (pluies, vents,...) au nord. Météo France change sa période de référence : chroniques 1980-2010 à 1990-2020 sur lesquelles on a déjà intégré des changements avec la majorité d'années les plus chaudes observées.
- ✓ « Localement », dans les Pays de la Loire, le changement climatique se fait sentir de façon plus évidente chaque année, avec accentuation des épisodes successifs et plus marqués de sécheresse et de pluies (d'intensité forte conduisant à des ruissellements voire des inondations).
- ✓ Dans le cadre d'un travail de Prospective du Conseil Départemental 53 sur la rivière Mayenne à l'horizon 2030 (**à se procurer**), on assisterait à un

abaissement du débit jusqu'à 30% par rapport à situation actuelle. Si on extrapole, cette situation serait encore plus marquée sur l'Oudon, dont le territoire sur socle hercynien montre une plus forte réactivité. Les autres indicateurs pédoclimatiques en seraient également très affectés : 20 à 30% en moins de l'humidité des sols, etc,...

- ✓ Jusqu'en septembre 2021, malgré des poussées sur les carburants, une stabilité relative des prix énergétiques, notamment de l'électricité, ne favorisait pas la diversification => cela semble changé durablement début des années 2020 !
- ✓ Si les démarches de PCAET sont en principe généralisées à toutes les intercommunalités de plus de 20 000 habitants, les effets programmatiques concrets tardent à se faire sentir localement sur les territoires des EPCI. On observe même des erreurs stratégiques, par exemple dans le choix du mode de chauffage des piscines privilégiant le gaz international au bois local (piscine de Segré au gaz = 1/3 de la dépense énergétique de la collectivité).
Les entreprises sont des supports privilégiés pour le développement de certaines productions, comme les toitures photovoltaïques.
Les industries agro-alimentaires, les effluents organiques agricoles sont des ressources pour le développement de la méthanisation dans les Pays de la Loire et le bassin de l'Oudon. Néanmoins la méthanisation pose des questions :
 - agronomiques sur la qualité et la teneur en Matière Organique des sols à long terme, avec la transformation de l'azote organique en composé minéral (digestat)
 - sur la concurrence des cultures intermédiaires CIVE voire principales (plafond max officiel de 10 à 15% mais pas de contrôle).

Cf. probabilisation hypothèse n°8

- ✓ La stratégie générale d'atténuation de l'effet de serre par la décarbonation des modes de production et de consommation (objectif national = « zéro émissions nettes de GES à l'horizon 2050 » relève encore plus du discours que de l'engagement stratégique réel. Néanmoins des territoires disent s'inscrire dans cette trajectoire ambitieuse : CD53 classé territoire zéro émission nette ; CC du Mont des Avaloirs...
Importance d'aborder le sujet de manière « macro » en évitant les effets de loupe sur des territoires « décarbonés » ... continuant de s'approvisionner dans d'autres territoires industriels et « polluants ». A l'échelle mondiale, la diminution des rejets de GES des pays développés relève d'un transfert sur les importations des productions de la Chine. Où serait le bénéfice à ne plus produire d'animaux en France (ce qui évite l'abandon des terres les plus difficiles et laissent des paysages ouverts) et d'importer de la viande de feedlots du continent américain ?

- ✓ Parmi les moyens de réduire les rejets de GES, le stockage de carbone dans les sols occupe une place importante dans les programmes : « 4/1000 » d'enrichissement en MO des sols avec tous les avantages induits sur la structure, la vie biologique, la rétention d'eau...; carbocage et compensation carbone via des paiements pour services environnementaux (PSE) avec financement privé (entreprises) voire public.
L'ampleur de ces solutions dépendent de la valeur économique que les politiques publiques européennes entendent donner à la tonne de CO2 sur le marché du carbone.
- ✓ Parmi les évolutions du contexte, la baisse du chômage et la difficulté de plus en plus structurelle (permanente) à trouver de la main d'œuvre est une nouvelle tendance à l'œuvre sur le long terme. Dans les années 2010-2020, l'hypothèse que « **la main d'œuvre devienne un des facteurs limitants des productions agricoles d'ici 2030** » avait été considérée comme improbable. De nombreux exemples récents montrent que, pour la main d'œuvre salariée notamment, **cette hypothèse tend à devenir probable** : cas d'arrachage de vergers par manque de chef de culture et de main d'œuvre pour récolter.

1^{er} tableau de synthèse des évolutions selon le Comité de Veille

Ce qui a tendance à se confirmer
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sortie du Royaume-Uni de l'U.E (Brexit) début 2020. ✓ Maintien d'une Politique Agricole Commune (nouvelle période 2023-2027) et de ses modalités principales ✓ Des rapports de force commerciaux toujours favorables à la grande distribution malgré la poursuite des tentatives de l'Etat d'équilibrer les négociations annuelles sur les prix et la répartition de la valeur ajoutée entre les maillons production-transformation-distribution => une pression économique toujours très forte sur les exploitations agricoles ✓ Maintien global de la dominante d'élevage, notamment bovin lait en contrepartie de l'arrêt de bovin-viande. Stabilité des porcins. Progression de l'aviculture, notamment en œufs. ✓ Poursuite de la diminution du nombre d'exploitants et d'exploitations : tendance à l'agrandissement > installation-reprise. MAIS la hausse de la productivité observée dans la dernière décennie aura du mal à se poursuivre à l'avenir, les « grandes exploitations » saturant elles-aussi. ✓ Evolution du prix des terres selon la SAFER Pays de la Loire ? ✓ Selon les surfaces des déclarations PAC et des Recensements Agricoles 2010-2020, confirmation de la diminution des surfaces en herbe (-10 %) et développement des cultures de vente (« végétalisation ») avec spécialisation des exploitations.

Ce qui a tendance à se confirmer

- ✓ Après une période de stabilité des prix des hydrocarbures dans la décennie 2010-2020, peu favorable à la diversification du modèle énergétique français (très centralisé en matière de production électrique avec un parc de centrales nucléaires visiblement « vieillissant », explosion des prix de l'électricité et du gaz depuis l'automne 2021. Raisons semblent partagées entre la conjoncture (Covid19, maintenance parc centrales, guerre en Ukraine,...) et des raisons structurelles plus durables.
- ✓ Des projets de méthanisation industrielle ou agricole semi-collective sur le bassin de l'Oudon BVO : Charte adoptée par le Conseil Communautaire d'ABC pour tenter d'éviter une concurrence entre les productions énergétiques et alimentaires ; positionnement du bureau syndical de l'Oudon uniquement sur l'impact des projets de méthanisation sur la qualité de l'eau (BS du 15/12/2021 et du 18/05/2022).
- ✓ Rôles de l'agriculture et de l'élevage important aussi bien dans les émissions (ex : méthane) que dans les solutions (piégeage du carbone, énergies renouvelables, ...)
- ✓ Préoccupations santé-environnement croissantes mais sélectives : qualité de l'air

Ce qui reste indécis

- ✓ Malgré les mesures législatives (Loi sur la Transition énergétique et la croissance verte, AGEC en 2020, Climat et Résilience en 2022, etc) et réglementaires (RE2020 dans l'habitat, Décret sur la rénovation énergétique des bâtiments tertiaire publiés en 2022, etc), difficulté à accélérer la tendance de diminution des GES voulue par les grandes orientations internationales (COP 21) et nationales (stratégie « 0 émissions nettes de GES en 2050 »)
- ✓ PCAET locaux à partir de 20 000 habitants mais sans objectifs, ni moyens particuliers jusqu'à présent
- ✓ Développement marginal du bois-énergie, comme nouvelle valorisation économique des haies et du bocage local
- ✓ Emergence des questions de la conscience animale, de la souffrance, du bien-être, du coût carbone des productions animales : phénomène marginal en volume (1% de végétarien strict, « flexitarien » en croissance... mais actif médiatiquement => effet sur la baisse des productions d'élevage moindre que le manque de main d'œuvre, la normalisation des modes de vie des jeunes exploitants (moindre acceptation des contraintes de l'élevage) et le pouvoir d'achat des consommateurs

Ce qui a tendance à s'infirmier

✓

1°/ La responsabilisation des territoires d'eau avec le changement climatique

Dans l'anticipation qu'avec le changement climatique, la tendance aux étés chauds et secs s'est confirmée, chaque bassin hydrologique de type SAGE doit à assurer un **auto-approvisionnement minimum en eau potable** pour des motifs de :

- sécurisation quantitative (protection des ressources locales existantes, constitution de réserves agricoles, encadrement des forages, interconnexions dans le cadre du Schéma départemental d'adduction de l'eau mais aussi diversification des ressources...);
- responsabilisation par bassin versant de gestion des eaux (lien renforcé entre protection-usage des ressources par les différents acteurs, notamment pour l'eau potable) ;
- maîtrise des coûts d'achats extérieurs.

Compte-tenu des investissements d'interconnexion faits (Segré <= Lion d'Angers (prise de la Mayenne) <= Avrillé (prise de la Loire à Angers)) qui donnent des possibilités de contrats d'approvisionnement en eau de longue durée depuis des fleuves et rivières plus importants, **ce scénario sous-entend que la tendance actuelle ne se poursuivra pas d'ici 2030** : le SAGE de 2003 prévoyait un auto-approvisionnement au sein du bassin de l'Oudon de 45 à 55%... alors qu'il sera descendu à 35% fin 2010.

Cela implique donc qu'après avoir amorti les dépenses d'interconnexion avec la Mayenne et la Loire, **les élus ont décidé de réinvestir dans la production d'eau à partir de ressources de l'Oudon d'ici 2030.**

Pour la ville de Segré et le syndicat d'eau du segréen en particulier, cet objectif stratégique implique que :

- la **qualité des eaux brutes de l'Oudon soit redevenue satisfaisante**, grâce à l'implication réciproque des collectivités/syndicats et agriculteurs ;
- complémentairement, qu'une **diversification de la ressource de surfaces** par les sources des mines de fer soit possible (étude en cours sur La Bonndrairie);
- enfin, qu'une **décision de principe de reconstruction de l'unité de production d'eau de Segré** (estimation 4 M€ en 2010) soit prise par le syndicat d'eau du Segréen.

Ailleurs sur le bassin de l'Oudon, cela implique que la **protection des points de captage superficiels et souterrains contre les pollutions diffuses soit effective** pour permettre la continuité de l'exploitation des sites existants dans des conditions satisfaisantes :

- économiquement (renouvellement des installations de production, de distribution et d'assainissement)
- qualitativement (arrêté préfectoral, avec préconisations spécifiques et suivi agronomique des exploitants agricoles présents sur le périmètre).

Dans les aires d'alimentation des captages, grâce aux mesures PAC ciblées et sous l'impulsion des collectivités locales distributrices d'eau (bonus financier), la **conversion-maintien en agriculture biologique** ainsi que les **systèmes de production fourragère basés majoritairement sur la culture de l'herbe** ont été encouragés.

2°/ Une volonté de rationalisation financière et d'organisation cohérente entre structures liées à l'eau

Dans un contexte de **rationalisations budgétaires fortes** de l'Etat et des finances publiques en général ainsi que de **volonté locale de ne pas voir les prix de l'eau « exploser »**, les syndicats de bassin de l'Oudon Nord (Mayenne) et Sud (Maine-et-Loire) ont fusionné.

Un S.B.O.U (Syndicat de Bassin de l'Oudon Unifié) s'est vu confié l'ensemble des compétences nécessaires à l'exercice d'une **action cohérente sur l'eau et les milieux au travers du SAGE** (notamment la protection de la ressource et l'adéquation des besoins-ressources sur le territoire vis-à-vis des syndicats d'adduction).

La réglementation sur l'eau n'est plus départementale (Mayenne – Maine-et-Loire) mais par unité hydrologique homogène.

Les régies et SIAEP présents sur le bassin de l'Oudon se sont regroupés en # 2-3 syndicats principaux. Ces structures sont membres de la Commission Locale de l'Eau et des **stratégies locales cohérentes sont mises en œuvre dans le cadre des SAGE** successifs jusqu'en 2030.

Les Communautés de communes se sont vues transférer toutes les compétences stratégiques de leurs communes membres. Les compétences des Conseils Généraux ont été transférées d'une part aux EPCI, d'autre part à la Région. [Bretagne + des départements des Pays de Loire + Normandie] se sont recomposées pour former la Région « Grand Ouest » de la France [# division par 2 des régions actuelles].

La régionalisation des organismes de conseil agricole est achevée.

Débat CVP 2022 :

- ✓ Les rationalisations de structures importantes, des « professionnalisations » probables... mais aussi un éloignement des centres de décision sur la stratégie d'approvisionnement, de sécurisation et de responsabilisation des territoires d'eau sur leurs équilibres besoins/ressources. Le SEA et l'ARS des Pays de la Loire misent toujours leur stratégie sur la Loire et la Mayenne.
- ✓ La responsabilisation des territoires à enjeu eau était pourtant au cœur du scénario de référence « Agr'eau Oudon 2030 » face aux effets du changement climatique. La sécheresse de l'année 2022 est-elle de nature à faire s'interroger maintenant sur l'intérêt stratégique d'une relative diversification, même minoritaire en volumes, à partir de ressources existantes ou potentiellement disponibles (cf. probabilisation hypothèses n°3 & 15 à 2040).
- ✓ La sortie de la CC du Pays de Château-Gontier du Syndicat du bassin de l'Oudon interroge sur des remises en cause assez profondes : volonté ou pas d'exercer GEMAPI à l'échelle hydrographique et non administrative ; impacte les contributions et la mise en œuvre des actions même si des relations techniques existent entre le Syndicat du bassin de l'Oudon et la CCPCG (CT Eau + convention pour captage de La Plaine).

2^{ème} tableau de synthèse des évolutions selon le Comité de Veille

Ce qui a tendance à se confirmer
<ul style="list-style-type: none">✓ Création du Syndicat de Bassin de l'Oudon au 01/01/2018✓ Délégation de la compétence des EPCI en matière de GEMAPI au Syndicat du bassin de l'Oudon (sauf CC Pays de Château-Gontier)✓ Transfert des compétences eau, assainissement et GEMAPI des communes aux EPCI ou à un syndicat supra bassin versant (Syndicat d'Eau de l'Anjou)✓ Au niveau du SAGE, travail en commun au niveau des services techniques et des élus => facteur de bonne cohérence et d'efficacité globales, ... sauf sur un schéma directeur d'adduction en eau potable à l'échelle du bassin (logiques restent départementales et sanitaires)✓ Sur l'alimentation AEP, maintien du rôle important des administrations (ARS, DDT, conseils départementaux) dans les schémas directeurs AEP, notamment pour un BV interdépartemental comme l'Oudon✓ Décision du SEA d'arrêter la prise d'eau de Segré, mais sans échéance précise et malgré les prises de positions écrites de la CLE :<ul style="list-style-type: none">- Cf. courrier du 20/07/2018 de la CLE au Préfet coordinateur de bassin sur l'actualisation du schéma départemental 49 et la position du SEA de s'appuyer sur les usines de Chazé-Henry et Chauvon, en

abandonnant à terme St Aubin du Pavoil (Segré)

- Cf. courrier du 24/10/2019 de la CLE au Président du CD49 stipulant que l'abandon de la prise d'eau de Segré dans le projet de SDAEP49 est contraire à l'orientation du SAGE Oudon de 2014

- Cf. courrier du 29/04/2022 de la CLE au Président du CD49 sur la compatibilité du SDAEP49 avec le SAGE Oudon

- ✓ Selon indicateurs du SAGE, amélioration ou stabilité des principaux paramètres de qualité d'eau de l'Oudon, notamment à la prise d'eau de Segré (même avis pour l'ARS ?) mais celle-ci est utilisée en complément de la fourniture d'eau potable depuis la Mayenne (Chauvon) à la commune nouvelle Segré en Anjou Bleu
- ✓ La qualité des eaux des 3 nouveaux captages souterrains prioritaires (partie mayennaise) reste stable mais nettement supérieure au seuil des 50 mg/l (dilution par de l'eau de la Mayenne)
- ✓ Le cadre réglementaire est relativement stable (préparation du 7^{ème} programme d'actions de la Directive Nitrates) avec un maintien du bassin de l'Oudon en ZAR mais sans renforcement, probablement grâce aux progrès constatés depuis 2010 sur les nitrates et à la stabilisation des autres paramètres. Ce cadre est appelé à durer dans le temps (2040)
(cf. probabilisation hypothèses n°6 & 14 à 2040)

Ce qui reste indécis

- ✓ Notion de masse d'eau et bassin comme unité d'intervention des politiques publiques coordonnée. La réduction du nombre d'interlocuteurs sur l'eau, l'assainissement, et la GEMAPI n'est pas automatiquement une garantie de meilleure cohérence stratégique selon une logique hydrologique de bassin versant et de SAGE
- ✓ La stratégie de long terme arrêtée par la CLE du SAGE d'une remontée de 35 à 45% du taux d'autoapprovisionnement sur le bassin Oudon) à partir de ses propres ressources => dépendance globale stable à 33% mais risque de diminution quand arrêt d'utilisation de la prise d'eau de Segré par SEA (combien ?)
La sécheresse vécue en 2022 est-elle de nature à faire évoluer la stratégie d'approvisionnement et de sécurisation du Maine-et-Loire ? du sud-ouest Mayenne ?
(cf. probabilisation hypothèse n°3 & 15 à 2040)
- ✓ L'échec de la recherche de nouvelles ressources souterraines dans le sud Mayenne (Craonnais) et l'examen d'une « ancienne » piste d'approvisionnement à partir de la ressource intéressante de La Bondrairie en 49
(cf. probabilisation hypothèse n°3 & 15 à 2040)
- ✓ En cas d'abandon définitif de la prise d'eau sur l'Oudon, **difficulté à entretenir la dynamique conjointe agriculteurs/BV Oudon/partenaires** grâce aux programmes de lutte en cours et à l'engagement des préconisateurs dans la Charte renouvelée en 2019. Cette « dynamique collective agricole » était inhérente à la démarche

prospective initiée en 2010 et au cœur du scénario de référence 2030, du fait de la nature diffuse des pollutions (nitrates, phytos, phosphore, ...).

- ✓ Pour les phytos, la situation est conforme réglementairement. Mais un « bruit de fond » < 5 µg/l nécessite un traitement permanent de potabilisation par filtres à charbons actifs). La mise à jour des molécules pertinentes fera toujours peser un risque de non-conformité sur la norme « eau potable » (vigilance)

Ce qui a tendance à s'infirmar

- ✓ La stratégie de diversification et de responsabilisation d'approvisionnement par bassin voulue par le SAGE de l'Oudon, en cas d'abandon de l'usine d'eau potable de Segré sur le site de St Aubin du Pavoil dans le SDAEP49 et le SEA

3°/ Un contexte socio-économique exigeant pour les agriculteurs

En 2030, les agriculteurs présents sont des **techniciens et gestionnaires de haut niveau**, dont tous les choix sont guidés par l'économie (marge par unité de production, rentabilité horaire du travail, prix de revient global, revenu).

Les choix des pratiques des exploitants agricoles s'inscrivent ainsi dans un cadre plus large :

- une **concurrence entre filières agroalimentaires** (les relations contractuelles ayant succédé à l'organisation des marchés par la réglementation, comme les quotas laitiers), sur des marchés européens plus que mondiaux, l'Union Européenne ayant conservé des protections à ses frontières. Sur le long terme, au niveau mondial, on pourrait même assister à une augmentation tendancielle des prix moyens agricoles, du fait de l'augmentation de la population (de 6,5 à 9 milliards en 2050) et des instabilités de toute nature (climat, marchés...). La valeur des terres agricoles a continué d'augmenter sur le territoire de l'Oudon [perspectives de rentabilité du capital]

- une **politique de sécurité alimentaire et environnementale française qui s'est renforcée**, notamment à partir de la certification de qualité « Haute Valeur Environnementale » du Grenelle de l'Environnement, dans laquelle une majorité d'exploitations agricoles se sont engagées, avec le soutien de leur aval (notion d' « agriculture écologiquement intensive ») ;

- une **recherche de diversification des modes de production et une territorialisation relative des débouchés** alimentaires (circuits courts, vente directe, AMAP, « bio » ou « fermier »...) voire énergétiques. Des groupements de producteurs se sont organisés pour répondre aux appels d'offres des collectivités pour l'approvisionnement de la restauration collective, en produits bio ou locaux (20% des repas scolaires sont bio). Pour autant, la très grande majorité des agriculteurs de l'Oudon restent des producteurs au sein de filière agro-alimentaires « longues »

- enfin, la **réglementation générale s'est renforcée** (Directive nitrates, dimensionnement des plans d'épandage sur les rejets en phosphore au lieu de l'azote pour les élevages soumis aux ICPE, interdiction de certaines matières actives retrouvées dans les eaux, réglementation locale d'urbanisme de préservation des milieux).

L'utilisation des **produits phytosanitaires** de synthèse a fait l'objet d'une **réduction réglementaire drastique** pour des motifs de santé publique : « éco-phyto ».

Un module de formation à la Contribution Environnementale de l'Exploitation (CEE) - qualité des milieux, changement climatique, biodiversité... - a été introduit dans les parcours à l'installation des jeunes agriculteurs.

Avec les objectifs d'économies sur le budget européen, les aides PAC aux agriculteurs ont continué de se réduire. Néanmoins les règles des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales pour les obtenir continuent de s'appliquer : 100% couverture hivernale des sols, respect des Directives européennes Nitrate, Eau, Bien-être animal...

Quels sont les événements/décisions/évolutions majeurs intervenus depuis 2010 ayant un impact sur les éléments du scénario 2030 ?

- 2019 (24/09) : signature d'une nouvelle version de la Charte des préconisateurs sur les pratiques agricoles permettant d'améliorer la qualité de l'eau du bassin de l'Oudon et intégrant les aspects gestion quantitative de la ressource (parmi les signataires : région/départements/entreprises/chambre d'agriculture/syndicat du bassin de l'Oudon)
- Nouveau règlement de la PAC 2023-2027
- 2022-2027 : révision du SDAGE Loire-Bretagne ; maintien du classement du bassin de l'Oudon dans la disposition 7B3 = plafonnement au niveau actuel des prélèvements à l'étiage pour prévenir un déficit quantitatif et engagement à réaliser un Projet Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE) d'ici 2024 (avis défavorable de la CLE sur un classement en Zone de Répartition des Eaux)
- 2022/2023 : 7ème programme d'action Nitrates (national / régional) en cours de finalisation – a priori confirmation du maintien en Zone d'Action Renforcée (ZAR) du bassin de l'Oudon

Débat CVP 2022 :

- ✓ Si le sujet de l'ouverture des échanges mondiaux avec des négociations multilatérales à l'OMC est au point-mort, de nombreux événements géopolitiques (Covid19, guerre en Ukraine,...) perturbent les perspectives de productions et – quasi instantanément – les cours mondiaux des produits agricoles et alimentaires. Ces facteurs d'incertitude participent à l'inflation des cours des céréales et oléoprotéagineux en particulier, dont la rentabilité comparée aux productions animales devient plus intéressante avec moins de travail global.
- ✓ **Le socle réglementaire reste une des bases (avec la technique de production) des évolutions de pratiques de l'ensemble des exploitants.** Le 7ème programme d'actions national et régional de la Directive Nitrates sont en phase de concertation en 2022, pour une application courant 2023. Le bassin de l'Oudon resterait en « **Zone d'Action Renforcée** ».

Cf. probabilisation d'hypothèses 6 & 14 à 2040)

NB : Le développement de la Certification « Haute Valeur Environnementale » (H.V.E) issue du Grenelle de l'Environnement en 2009 qui figure dans le scénario de référence de 2010 était considéré comme à reclasser en improbable lors du CVP de 2017. Cependant, au plan national, on assiste à son **développement significatif depuis quelques années**.

Si l'agroécologie est une notion reconnue depuis l'Etat (Rapport Guillou de juin 2013) jusqu'aux groupes d'agriculteurs (des comités de développement agricole des chambres d'agriculture, des groupes « labellisés GIEE » depuis 2015) en passant par les organisations économiques (« Agriculture Ecologiquement Intensive (A.E.I) » => « Nouvelle Agriculture de Terrena »), elle reste une démarche de progrès technico-économico-écologique non normative et sans référentiel reconnu.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

3^{ème} tableau de synthèse des évolutions selon le Comité de Veille

Ce qui a tendance à se confirmer
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La prise des compétences stratégiques et de planification des territoires par le niveau communautaire (transferts de la Loi NOTRE) : GEMAPI au 01/01/2018, eau/assainissement au plus tard au 01/01/2026, PLU-Intercommunaux en cours d'élaboration avec volets « zones humides », « bocage », ... ✓ Régionalisation des chambres d'agriculture départementales à l'échelle des Pays de la Loire achevée. ✓ 7^{ème} programme d'actions régional de la Directive Nitrates pour 2023 avec maintien du bassin de l'Oudon en ZAR, malgré l'amélioration des indicateurs « nitrates ». ✓ Réduction drastique des ventes de phytos pour les particuliers et les collectivités (interdiction quasi-totale depuis le 1^{er} Juillet 2022) ✓ Prises d'arrêtés préfectoraux sur les restrictions d'applications de produits phytosanitaires en 2020 (fossés, bord de routes, ...)
Ce qui reste indécis
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le glyphosate et ses molécules de dégradation ne sont pas les seules en cause dans le niveau des teneurs en produits phytosanitaires dans les eaux brutes. Malgré l'éventail élargi des analyses, les teneurs maxi dans les eaux brutes et distribuées sont bien respectées grâce aux traitements par charbons actifs (un accident conjoncturel avec Bentazone) ✓ Prolongation de l'autorisation du glyphosate par l'UE et la France ? ✓ Les effets du programme Ecophyto 2018 sur la réduction effective de l'usage des phytosanitaires => complexité d'interprétation des indicateurs d'évolution sur les quantités globales (IFT, NODU).

- ✓ Outils d'Aide à la Décision (OAD), Bigdata, drones, modélisations à partir d'images satellitaires, robotisation,... en agriculture en développement... mais applications opérationnelles non encore généralisées chez les exploitants pour l'optimisation de la conduite technico-économique (point non abordé lors du CVP 2022)
- ✓ Pas d'informations sur l'instauration d'un « module CEE » dans les parcours de formation et d'installation des JA

Ce qui a tendance à s'infirmier

En production laitière, malgré l'accroissement de la taille des élevages, **la part d'herbe dans la Surface Fourragère Principale s'est maintenue**. Les systèmes fourragers à très forte dominante d'herbe n'ont pas spontanément pris le pas sur les systèmes maïs ensilage/soja.

En termes d'occupation de la S.A.U du bassin versant, avec la diminution (limitée) des élevages bovins et la **transformation des herbages en cultures annuelles** de vente, les **risques de lessivage d'azote** sont plus importants.

Les pratiques de fertilisation équilibrée et d'utilisation non polluante des produits phytosanitaires ont évolué majoritairement par un **conseil individualisé de chaque agriculteur**.

Complémentairement, **les collectivités font appel à des prestataires** pour conseiller les agriculteurs [rémunération selon l'atteinte d'objectifs directs ou indirects de qualité d'eau]. Dans le cadre de la mise en œuvre des Chartes des préconisateurs, un engagement collectif est pris de distinguer le conseil agronomique (optimisation de l'équilibre de la fertilisation) de la vente des intrants (engrais, aliments, phytos). Malgré tout, le chiffre d'affaires d'intrants vendus par exploitation est resté le critère principal de la performance professionnelle des technico-commerciaux de l'agrofourniture.

Ces conseils visent à **raisonner plus finement l'équilibre agronomique de la fertilisation et de la protection des cultures**, en acceptant une part de risque dans les pratiques.

Néanmoins, deux facteurs d'évolution de l'agriculture peuvent aussi jouer défavorablement :

- le fait que **les réglementations ne font pas l'objet de contrôles renforcés** de la part des services de l'Etat, faute de moyens en propre. L'application des réglementations [PAC, I.C, police des eaux...] pourrait même finir par être remplacée par un système d'autocontrôle obligatoire, payé par les agriculteurs eux-mêmes [type Ecocert pour le bio ou le SPANC pour les particuliers]

- les effets favorables d'une plus grande technicité sur la réduction des pollutions peuvent aussi être **contrebalancés par l'évolution de la taille des structures d'exploitations** (agrandissement) et donc une moindre maîtrise technique liée à une disponibilité en temps réduite (observations des cultures, interventions non chimiques,...) => recours aux CUMA, E.T.A avec du personnel formé ; développement des techniques culturales simplifiées.

Malgré les nombreuses difficultés en pratique, les **opérations collectives d'échanges fonciers amiables ont fait un retour** avec le soutien financier des collectivités, pour réorganiser les parcellaires agricoles (échanges amiables), réduire les temps de déplacements non productifs et améliorer l'équilibre de la répartition des effluents d'élevage sur les cultures.

Les **techniques culturales simplifiées (« non-labour »)** se sont répandues dans les exploitations de cultures et d'élevage, pour des raisons de gain de productivité (gain de temps de travail par hectare) et d'agronomie, et cela malgré l'interdiction éventuelle du glyphosate au plan national.

Autonomie de décision des exploitants et agriculture de précision

Quel est le degré d'autonomie des exploitants sur leurs pratiques agro-écologiques en matière de fertilisation et de protection des cultures ? Quel est le bilan de la mise en œuvre de la Charte des préconisateurs ?

Emergence des Outils d'Aide à la Décision (O.A.D) en 2013 pour les agriculteurs avec les organisations économiques sur le raisonnement des transferts de polluants : **quels développements opérationnels depuis dans le conseil sur le BV de l'Oudon ?**

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

Les méthodes de « conservation des sols » sont des notions technico-économiques mais sans reconnaissance particulière ni de l'exploitation, ni des produits agricoles eux-mêmes. En l'absence de données objectives, le **sentiment des participants du Comité de veille est que les pratiques cultures simplifiées pouvant aller jusqu'au « sans labour » sont en progression dans les exploitations des Pays de la Loire**. Des groupes d'agriculteurs et des associations (ex : APAD, BASE...) continuent leurs recherches et leurs actions, en lien parfois avec des organisations économiques. Un **programme « 4 pour mille »** d'augmentation des teneurs en matières organiques des sols est en cours. Mais tout ceci reste minoritaire et ne représente pas une dynamique « générale » de l'évolution des pratiques.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

Echanges parcellaires et réorganisation foncière amiable

Le scénario de référence de 2010 n'ignorait pas les difficultés inhérentes au caractère probable de cette hypothèse de réorganisation parcellaire importante des exploitations d'ici 2030. Les précédents CVP avaient considéré qu'aucun mouvement significatif ne

s'était encore engagé sur les exploitations du bassin de l'Oudon et qu'elle devrait passer en « indécis ».

Plusieurs participants évoquaient que la période à venir pourrait être propice aux réorganisations foncières de tous genres du fait des départs en retraite importants et plus récemment de la hausse durable du prix des carburants.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

4^{ème} tableau de synthèse des évolutions selon le Comité de Veille

Ce qui a tendance à se confirmer	
✓	L'agrandissement des exploitations en place (cf. statistiques des RA 2010/2020)
✓	Maintien des effectifs laitiers / réduction forte des effectifs viande bovine => tendance à la réduction des surfaces en herbe sur le long terme, au profit de cultures de vente et protéiques (cf. statistiques des RA 2010/2020 et des RPG 2015/2020). <u>Cf. probabilisation d'hypothèse n°1 & 10 à 2040</u>
✓	Une certaine stabilité de l'existence de la PAC et de ses principales modalités depuis la réforme aboutie en 2014/2015, avec une place à l'éco-conditionnalité confirmée => nouvelle programmation 2023-2027, sans le Royaume-Uni (Brexit)
✓	Les démarches de progrès technico-économique et d'innovation autour de l'agro-écologie ou de l'Agriculture Ecologiquement Intensive (A.E.I) voire un début de développement de la certification environnementale officielle « H.V.E » ?
✓	Les effets sensibles du changement climatique sur les productions agricoles (épisodes de sécheresse plus ou moins longs, pluies fortes, ...) qui posent la question de l'adaptation de moyen terme et de long terme. <u>Cf. probabilisation hypothèses n°5, 11 & 12 à 2040</u>
✓	Le bon équilibre de la fertilisation => moindre lessivage en moyenne et en pointe (cf. indicateurs SAGE en amélioration sur l'Oudon mais pas dans PPC prioritaires de Mayenne))
✓	Les démarches de conseil individualisées (nouveau programme de lutte en 2015) et la dynamique collective voulue par les signataires de la Charte des préconisateurs mais de manière inégale entre les organisations : <u>évaluation non abordée au CVP 2022</u>
✓	Développement de la méthanisation industrielle et agricole, avec une part non négligeable de cultures intermédiaires CIVE voire principales : hypothèse ne figurant pas dans le scénario de référence. <u>Cf. probabilisation hypothèse n°8 à 2040</u>
Ce qui reste indécis	
✓	Non-démarrage d'une dynamique de réorganisation parcellaire amiable sur le secteur ? <u>évaluation non abordée au CVP 2022</u>
✓	La montée et la diversité des Techniques Sans Labour (avec des effets agronomiques à mieux cerner)
✓	Difficulté de mener des actions de groupes de développement agricoles
✓	Interdiction du glyphosate ? techniques ou produits alternatifs, le cas échéant ?

Ce qui a tendance à s'infirmar

✓

4°/ Un engagement significatif des collectivités territoriales

Dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau et avec le **syndicat de bassin unifié**, un programme de travaux de renaturation des cours d'eau a été mis en œuvre (suppression déjà prévue de 200 barrages, recréation de méandres, zones d'épandage des crues...).

Les objectifs écologiques se sont traduits dans les réglementations nationales et locales (SAGE, SCOT, PLU...) et s'appliquent aux acteurs du territoire : collectivités, particuliers, entreprises, agriculteurs.

Les zones humides (rôle de dénitrification) font l'objet de mesure conservatoire dans les documents de planification de type SAGE et SCOT, avec une traduction dans les documents cartographiques des PLU communaux.

Tout arasement de haies ou de talus doit faire l'objet d'une autorisation préalable et de mesures compensatoires pour limiter les risques de pollutions et d'érosion des sols => obligation de (re)création d'un maillage bocager dans certains secteurs à risque et sur certaines communes par des opérations de réaménagement groupées. Les haies, talus et arbres font l'objet de mesures de protection traduits dans les documents d'urbanisme.

Pour contribuer à répondre aux évolutions demandées aux exploitants agricoles, les collectivités de l'Oudon apportent leur soutien « logistique » : débouchés en circuits courts, dans les restaurants scolaires, incitation financière à l'agrobiologie dans les périmètres de captages, développement des chaudières collectives bois dans les équipements des collectivités et établissements publics du territoire de l'Oudon (piscine, hôpital,...).

En matière d'assainissement, pour les particuliers, les travaux de mises aux normes des dispositifs individuels permettent de garantir l'absence de pollution du milieu (bactériologie notamment).

Une des finalités des programmes d'actions est également de prévenir la survenue de contentieux en justice européenne, pour défaut de moyens de reconquête de la qualité de l'eau sur l'Oudon.

Enfin une évaluation des politiques publiques basée sur des indicateurs de résultats et de moyens a été mise en œuvre et fait l'objet d'une communication transparente et pédagogique, vers l'ensemble des acteurs impliqués et vers les abonnés de l'eau.

Débat CVP 2022 :

Préalablement, sont présentées les évolutions démographiques des communes du bassin de l'Oudon 2009 – 2014 - 2019 :

- ✓ Les cartes de la démographie communale font état d'une population d'environ 110 000 habitants au 01/1/2019 (dernière année officielle pour l'INSEE), avec une progression de +3.6% sur 10 ans (2009-2019).
- ✓ La proximité des plus grandes villes (Laval) ou métropoles (Angers) reste un facteur de périurbanisation des communes important.
- ✓ Depuis 2020, il est fait état d'une accélération marquée dans bon nombre de communes mêmes très rurales : des changements dans la population, avec arrivée de jeunes « de loin », origine = effet COVID (recherche de liberté avec campagne, espace, extérieur) en corrélation avec le coût de la vie rural/urbain. Explosion de l'immobilier notamment sur la Mayenne - plus de biens à vendre.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'aborder les effets de la stratégie nationale et régionale en cours de « Zéro Artificialisation Nette en 2050 » dans les documents d'urbanisme sur l'accueil de populations dans la très grande majorité des communes non urbaines de France.

- ✓ Les résultats du Recensement Agricole de 2020 confirment la probabilité d'une évolution significative des démarches de qualité des exploitations au sens large évoquée dans le scénario de référence 2030 de 2011, notamment en production AB, en circuits courts et en transformation. Ceci dit ces démarches concernent environ 10 à 15% des exploitations.
- ✓ La pandémie de Covid19 a ainsi montré un engouement pour les circuits courts lorsque les gens avaient plus de temps pour faire leurs achats et cuisiner... mais malheureusement aussi le retournement de tendance sensible depuis début 2022, avec des difficultés d'écoulement des produits AB (déréférencement de 20 à 30% selon les filières, notamment en lait), des magasins vrac, de la vente directe/marchés locaux dont la clientèle se fait plus rare.

- ✓ Les initiatives publiques d'approvisionnement local, de Projet Alimentaire Territorial (GAL sud Mayenne) jouent des rôles accessoires par rapport à l'évolution des modes de vie et du pouvoir d'achat de la population en général.

Les points concernant l'urbanisme, la planification et l'inventaire/protection de certains milieux (zones humides) ou éléments de paysage (haies) ont peu été abordés dans le détail au CVP 2022, hormis l'évolution du bocage.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points, qui devrait faire l'objet d'une évaluation sur leur mise en œuvre dans le cadre de la révision du SAGE de l'Oudon.

Concernant l'évolution du maillage bocager ::

En l'absence de données précises sur le solde « destruction/plantation » mais aussi « la régénération des vieilles haies », la tendance ne semble pas s'être inverser, en dépit d'objectifs affichés et de soutien aux plantations des collectivités (Départements).

La question du coût d'entretien du bocage et du retour sur investissement des plantations reste centrale pour les agriculteurs et donc – indirectement - pour la collectivité. Certains membres du CVP ont participé récemment à une formation sur l'arbre et la haie, organisée par le BVO et leurs représentations ont bien évolué sur l'intérêt multiple du bocage.

Cf. probabilisation hypothèse n°1 à 2040

Le SAGE de l'Oudon prévoit un inventaire et une protection du bocage stratégique vis-à-vis des problématiques de l'eau, au moment de l'élaboration des documents d'urbanisme (PLUi) Où en est-on exactement de cet inventaire retardé par le transfert de la compétence PLUi ? et du niveau des mesures de protection réglementaire inscrite dans les documents d'urbanisme ? de quels types de haies et arbres parle-t-on ?

Un point d'évaluation serait à faire dans le cadre de la révision du SAGE de l'Oudon.

Concernant le drainage :

Pour rappel, le pourcentage historique de terres agricoles drainées est important sur le bassin de l'Oudon, comme en Mayenne en général, pour des raisons pédoclimatiques. Le drainage, s'il se justifie d'un point de vue cultural, contribue en revanche à l'accélération des flux de polluants sur un bassin déjà « hydrologiquement réactif » (temps court entre pluviométrie, ruissellement et lessivage vers les eaux de surface).

- ✓ Le Recensement Agricole de 2020, attendu pour évaluer la tendance ci-dessus, ne permet malheureusement **pas de conclure puisque la question sur les terres drainées a été retirée du questionnaire.**

Concernant les zones humides :

L'inventaire des zones humides et leur inscription dans les documents d'urbanisme est prévu par le SAGE.

Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points, qui devrait faire l'objet d'une évaluation sur leur mise en œuvre dans le cadre de la révision du SAGE de l'Oudon.

Concernant les autres critères DCE d'atteinte du bon état écologique des masses d'eaux du bassin de l'Oudon

Débat CVP 2022 :

- ✓ Le rétablissement de la continuité écologique biologique et sédimentaire est un enjeu majeur pour le bassin-versant de l'Oudon, en tant que critère de déclassement du « bon état » de la DCE. C'est un axe fort des études et travaux engagés pour diminuer le taux d'étagement, dont les résultats sont sensibles en 2022 (cf. présentation des indicateurs SAGE). « *Il n'y a plus beaucoup de débat sur les travaux d'effacement d'ouvrages* » MAIS « *le plus dur est peut-être devant nous* » sur les gros ouvrages, comme les moulins par exemple.
- ✓ La sécheresse de 2022 et les assecs des petits affluents ont également provoqué des réactions d'usagers, alors que les obstacles « retenaient l'eau » (certes mais son échauffement et le manque d'oxygénation n'étaient pas non plus un gage de survie des espèces aquatiques).
- ✓ Enfin, certains sous-bassins comme le Chéran font l'objet d'un projet européen LIFE ambitieux et global sur le plan écologique global.
- ✓ Cf. probabilisation d'hypothèses n°4 & 7 à 2040

Concernant la communication sur les enjeux, les objectifs et les résultats des actions sur le BV Oudon

⇒ Le CVP 2022 n'a pas eu le temps d'approfondir spécifiquement ces points.

5^{ème} tableau de synthèse des évolutions selon le Comité de Veille

Ce qui a tendance à se confirmer

- ✓ L'élargissement du maillage bocager par arasement de haies, sans contrôlemalgré les discours et incitations des collectivités à la plantation et la difficulté culturelle à

appréhender les intérêts de la haie et du bocage même en système de grandes cultures (yc stockage de carbone, préservation du taux de matière organique des sols, etc...)

- ✓ Les mesures d'aménagements tendant au ralentissement des ruissellements ou l'érosion des sols (bandes enherbées) et de la vitesse de circulation de l'eau sur le bassin de l'Oudon montrent une certaine efficacité pour en stabiliser la réactivité, même si des problèmes localisés demeurent. Néanmoins, la diminution des surfaces en prairies dans la SAU totale au profit des cultures annuelles demande une vigilance renforcée sur ces incidences en matière de pollutions diffuses (azote, phytos) et peut-être des mesures d'aménagement renforcée (largeur des bandes enherbées) ?
- ✓

Ce qui reste indécis

- ✓ La traduction effective de certaines dispositions du SAGE révisé (bocage, zones humides) dans les divers documents qui doivent se mettre en compatibilité : PLUI toujours en cours : à intégrer dans l'évaluation- révision du SAGE
- ✓ Contrôle de l'application effective des mesures de protection décidées
- ✓ Poursuite du drainage des terres agricoles ? Cette question ayant été retirée du questionnaire du RA 2020, il est impossible de connaître la tendance réelle et chiffrée mais elle était considérée comme stabilisée depuis la décennie 2010.

Ce qui a tendance à s'infirmier

- ✓ Probabilité de stabilisation du bocage toujours plus faible => comment faire pour une prise de conscience collective de ses intérêts multiples (communication sur les avantages agroécologiques à préserver/reconstruire le bocage) ?
- ✓ Le risque d'un contentieux en justice européenne, pour défaut de moyens de reconquête de la qualité de l'eau sur l'Oudon est devenu très faible (pas de sujet avec l'Etat ou l'AELB).

Actualisation d'hypothèses majeures du « Scénario de référence 2030 » à 2040

Rappel sur le statut du Scénario de référence « Agr'eau Oudon 2030 » de 2010 :

« Les hypothèses considérées comme improbables par le Groupe Exploratoire sont regroupées pour constituer le « scénario » de l'improbable... début 2010 au moment de la réflexion. Mais peut-être pas plus en 2013 ou 2017... Ces hypothèses contiennent des variables-clés à surveiller et à reconsidérer régulièrement dans le cadre d'une **Veille stratégique et de l'actualisation des scénarios** exploratoires et du projet stratégique retenu. Certaines deviendront peut-être plausibles au fil du temps et de l'évolution du contexte. D'autres seront définitivement écartées. Enfin, de nouvelles hypothèses surgiront...

Par ailleurs, certaines hypothèses improbables pour le Groupe exploratoire peuvent être choisies par les décideurs. Les membres de ce groupe ont simplement considéré – avec leur connaissance des acteurs et du contexte – que telle ou telle action avait peu de chance de se concrétiser tendanciellement, sans une forte volonté des décideurs et moyens. »

Le Comité de Veille de 2022 a reconsidéré une quinzaine d'hypothèses de manière toujours prospective c'est-à-dire à l'horizon 2040 (au plus tard) ET en probabilité (non pas en souhait).

Probabilisation collective et débats sur les hypothèses majeures d'évolutions et de changements à 2040

Sauf indication plus précise, nous nous projetons **en 2040 au plus tard** et nous nous interrogeons sur la probabilité d'hypothèses en rapport avec les **problématiques de l'eau (quantitatif, qualitatif, MAQ, agriculture, organisation des services publics, ...)** sur le **territoire du Bassin Versant de l'Oudon**.

Il s'agit d'hypothèses ayant des impacts/conséquences potentiellement forts qui peuvent être :

- de **contexte général** (réglementaire, changement climatique, législatif,...), externes au territoire
- liées à des **choix stratégiques** partiellement voire totalement dépendants des acteurs du territoire dans différents domaines en lien avec la problématique prospective (protection des ressources environnementales, sécurisation d'approvisionnement, santé publique, développement économique dont agricole, adaptations aux effets du changement climatique de long terme,...).

Les participants du Comité de Veille Prospective sont présents à titre personnel (et non par représentation des positions officielles de leur structure). Ils forment ainsi **un Groupe de réflexion exploratoire** (càd non décisionnel).

Il s'agit d'un **travail collectif anonymisé** dont le mode de raisonnement est la **PROBABILITÉ ARGUMENTÉE** (et non pas le simple souhait, désir, bonne intention, vœu, ...)

Nous utilisons la grille de positionnement suivante via l'Abaque de Régnier :

TRES PROBABLE	1	Vert Foncé	(+06)
PROBABLE	2	Vert Clair	(+03)
AVIS PARTAGE	3	Orange	(000)
PEU PROBABLE	4	Rouge Clair	(-03)
PAS DU TOUT PROBABLE	5	Rouge Foncé	(-06)
SANS OPINION	6	Blanc	(000)

13 participants le 19/09/2022.

NB : La composition comporte un fort biais par le nombre d'agriculteurs, élus ou non. Autant que les tendances, **ce sont les arguments développés qui présentent un intérêt** dans la réflexion prospective pour le syndicat du bassin de l'Oudon, notamment dans l'optique de la révision du SAGE.

N° hypothèse	Libellé de l'hypothèse (à l'horizon 2040, au plus tard)	Avis (notez de 1 à 6)														
1	Atténuation des émissions de gaz à effet de serre non énergétique, végétarisme et véganisme ont entraîné un changement significatif de consommations des produits carnés et laitiers : <u>les herbivores continuent de se raréfier et avec eux l'herbe dans l'occupation des sols du BVO</u>															
	<table><caption>Données du graphique à barres</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~8%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~70%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~22%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0%</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	~8%	PROBABLE	~70%	AVIS PARTAGE	~22%	PEU PROBABLE	0%	PAS DU TOUT PROBABLE	0%	SANS OPINION	0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	~8%															
PROBABLE	~70%															
AVIS PARTAGE	~22%															
PEU PROBABLE	0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	0%															
SANS OPINION	0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														

N° hypothèse	Libellé de l'hypothèse (à l'horizon 2040, au plus tard)	Avis (notez de 1 à 6)
	<ul style="list-style-type: none"> • Probabilité du résultat de l'hypothèse c'est-à-dire une diminution de l'élevage d'herbivores et la diminution concomitante des prairies dans la SAU... mais pas pour les raisons sociétales évoquées (« sauver la planète et les animaux ») qui concernent surtout les jeunes générations urbaines • Les raisons de la poursuite – et même de l'accélération – de cette tendance observée sur la dernière décennie selon le Recensement Agricole sur le bassin de l'Oudon restent celles connues : le coût relatif des viandes « rouges » / blanches et la question du pouvoir d'achat des ménages ; la diminution de la main d'œuvre disponible, les contraintes de travail (continuité de présence) en élevage vécues comme des contraintes sur la vie familiale par les nouvelles générations ; la meilleure rentabilité relative des grandes cultures / productions animales • Au vu de la diminution démographique et des limites à la productivité, la diminution de l'élevage des exploitations partant en retraite ne pourra plus être compensée par l'agrandissement des autres à l'avenir • Sociétalement, on peut ajouter que la présence d'un élevage est plus fréquemment considérée comme source de nuisances et de tensions de voisinage plus ou moins proches • La conséquence de cette tendance probable à la diminution des prairies demande plus de vigilance sur la qualité de l'eau avec davantage de cultures en rotations (engrais, phytos), de sols à couvrir en hiver et en proximité des cours d'eau... 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans un contexte peut-être durable d'augmentation des prix des intrants (engrais, phytos), la complémentarité des systèmes animaux-culture reste une sécurité • L'élevage d'herbivores tient de très grande partie de l'espace national, sur des terres non labourables (pente, profondeur, humidité...) et donc non valorisables autrement. On connaît déjà des territoires ruraux français à fort exode où la disparition des animaux s'est traduite par un enfrichement puis une reforestation plus ou moins organisée (fermeture des milieux) • Le flexitarisme, la pression sociétale sur le bien-être animal, ... sont déjà à l'œuvre mais pas dans toute la population (loin de là) • Nutritionnellement, quelles conséquences de se passer des protéines animales à long terme ?

10	Les agriculteurs partant à la retraite n'ont pas été remplacés par de nouveaux actifs, le prix des céréales est en hausse... : les exploitations se sont végétalisées, agrandies et mécanisées.															
	<table><caption>Données du graphique à barres</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Probabilité (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~55</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~30</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~15</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>0</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Probabilité (%)	TRES PROBABLE	~55	PROBABLE	~30	AVIS PARTAGE	~15	PEU PROBABLE	0	PAS DU TOUT PROBABLE	0	SANS OPINION	0	
Catégorie	Probabilité (%)															
TRES PROBABLE	~55															
PROBABLE	~30															
AVIS PARTAGE	~15															
PEU PROBABLE	0															
PAS DU TOUT PROBABLE	0															
SANS OPINION	0															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">• Cf. hypothèse #1• La tendance est là entre 2010 et 2020, selon les recensements agricoles• La robotisation commence à gagner les grandes cultures avec les technologies embarquées, la précision des GPS ,... des prototypes actuels, on passera à l'opérationnel dans les 20 ans		<ul style="list-style-type: none">• La rentabilité des grandes cultures sur le long terme, dans les conditions pédoclimatiques et du parcellaire du bassin de l'Oudon ne sont pas si « garanties » que cela• La course au gigantisme des matériels va devoir s'arrêter : les largeurs maximales autorisées sont de 3,5 m pour circuler sur les routes(et pas toujours respectées). Au-delà, il faut normalement organiser des convois agricoles														

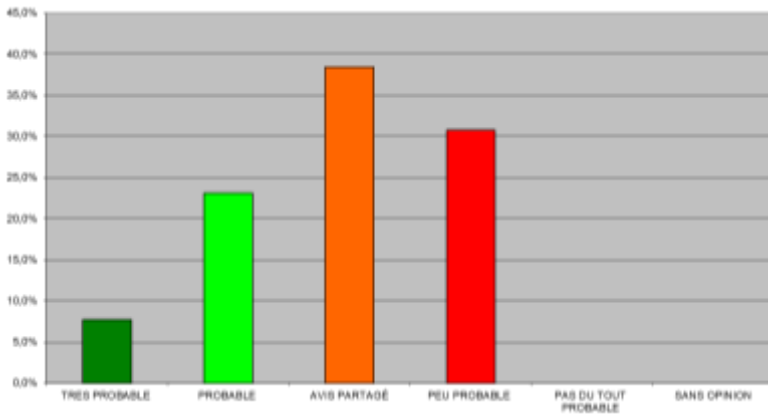
2	En 2040-2050, l'eau devient une denrée rare dans le monde et même en France : les usages AEP pour l'homme sont clairement la priorité n°1 au détriment des autres usages (récréatifs, agricoles, industriels, énergétiques).															
	<table><caption>Probabilité de pénurie d'eau en 2040-2050</caption><tr><th>Catégorie</th><th>Probabilité (%)</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~38%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~23%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~31%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>~8%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>~0.5%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>~0.5%</td></tr></table>	Catégorie	Probabilité (%)	TRES PROBABLE	~38%	PROBABLE	~23%	AVIS PARTAGE	~31%	PEU PROBABLE	~8%	PAS DU TOUT PROBABLE	~0.5%	SANS OPINION	~0.5%	
Catégorie	Probabilité (%)															
TRES PROBABLE	~38%															
PROBABLE	~23%															
AVIS PARTAGE	~31%															
PEU PROBABLE	~8%															
PAS DU TOUT PROBABLE	~0.5%															
SANS OPINION	~0.5%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">• C'est déjà le cas dans les arrêtés sécheresse dont les 2 priorités sont l'alimentation humaine et la sécurité civile• L'eau est vitale pour l'homme et les animaux, sans eau on ne peut rien faire• Les coupures d'eau au robinet sont considérées comme des « catastrophes » potentielles qu'il faut tout faire pour éviter• Dans certains secteurs du sud du Maine-et-Loire, cela a bien failli être le cas en 2022• Pour ne pas en arriver là, il faut favoriser la reconstitution hivernale des réserves souterraines (infiltration) et superficielles (nappes d'accompagnement, captages, barrages)		<ul style="list-style-type: none">• « Pas de panique » non plus à 2040 (plutôt 2080). Grâce aux ressources et aux interconnexions, cette année a montré que l'on <u>n'</u>a pas eu de ruptures... aussi que l'on a encore beaucoup de marges de manœuvre et de capacité d'adaptation à l'avenir (économies d'eau, de récupération, interdiction de certains usages récréatifs, type piscine, distinction eau potable / eau industrielle, « réutilisation des eaux usées » en sortie de STEP ? ...)• Chaque groupe d'acteurs va défendre ses besoins et son accès à l'eau => refus d'un classement en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) dans le SDAGE LB. Pour le moment, l'objectif est le soutien à l'étiage avec un Projet Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE) en démarrage.														

3	Au vu des effets de plus en plus concrets du changement climatique au niveau local, les acteurs décisionnaires (dont le SEA, l'ARS) expriment une volonté stratégique de diversification des ressources vis-à-vis de la Loire ou de la Mayenne.															
	<table><caption>Distribution of responses for diversification of resources</caption><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~32.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~32.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~32.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>~8.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	~32.0%	PROBABLE	~32.0%	AVIS PARTAGE	~32.0%	PEU PROBABLE	~8.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%	SANS OPINION	0.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	~32.0%															
PROBABLE	~32.0%															
AVIS PARTAGE	~32.0%															
PEU PROBABLE	~8.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">Depuis 2021, on entend des positions de revirement sur ce sujet dans les instances du SEA pour des motifs de gestion quantitative (yc pour le refroidissement des centrales nucléaires) mais aussi de risques sur la qualité (accident et grosse pollution sur la Mayenne ou la Loire ?)Des nouvelles réflexions démarrent dans le cadre du Schéma directeur AEP 49 : « on verra d'ici 2 à 3 ans)Au vu de la fréquence croissante des périodes de tension, y compris sur la Loire, les services de l'Etat vont mettre de la pression sur les opérateurs locaux vers cette « diversification » même relativeLe bassin de l'Oudon n'a jamais couvert l'ensemble de ses besoins (autour de 45/50% au mieux), on est tombé à 35% en attendant que l'usine de Segré ferme complètement (question posée : combien en moins ?). Pour autant, à long terme, il existe des ressources locales et on peut faire l'hypothèse que le prix de l'eau sera mieux maîtrisé en local qu'en longue distance		<ul style="list-style-type: none">Cette orientation centrale du scénario de référence « Agr'eau Oudon 2030 » (responsabiliser chaque territoire d'eau) n'était pas partagée par certains acteurs majeurs, notamment les syndicats d'eau qui ont privilégié une forme de rationalisation-sécurisation-coût au m3 de l'approvisionnement à partir des ressources les plus abondantes (Loire, Mayenne), à partir d'usines de grande dimension pour les traitements de potabilisation (yc charbons actifs) et moyennant des « interconnexions » permanentes à longue distanceLa non-modernisation et l'arrêt de l'usine d'eau de Segré est officiellement actée dans le schéma directeur du SEA... mais elle continue de tourner en attendant en complémentarité de celle de Chauvon sur la Mayenne.Son arrêt aurait des conséquences sur les efforts faits par la profession agricoleSur le Craonnais, la campagne de prospective hydrogéologique des années 2017/2018 (21 forages) n'a rien donné comme ressources nouvelles. Le secteur est alimenté par la Mayenne à Loiron, dont le soutien d'étiage est compensé par la réserve du barrage de Saint-Fraimbault.														

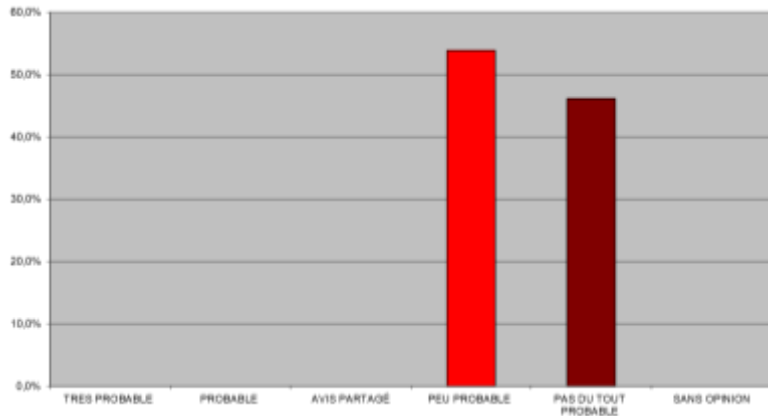


15	Les ressources des anciennes mines à La Bondrairie (120 m3/h, sans nitrates) ont finalement été mobilisées et protégées pour sécuriser le Craonnais par une interconnexion « interdépartementale » de # 15 km.	
	<p>Majorité de sans opinion à ce jour</p>	
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables
<ul style="list-style-type: none"> Des acquisitions foncières ont eu lieu dans les années 1990 autour de la prise d'eau par le SIAEP du Segréen. <u>Question abordée au CVP de 2017, juste avant le transfert au SE Anjou.</u> Le SIAEP du Segréen avait fait le choix prioritaire de moderniser l'usine de Chazé-Henry pour ses propres besoins. La qualité des eaux des 3 captages prioritaires sur la partie mayennaise s'améliorent très lentement (teneurs en nitrates > 50 mg/l) Le CD53 a fait réaliser des analyses d'eau début 2022 : taux de Fer et de Sulfates « corrects » Sur le Craonnais, la campagne de prospective hydrogéologique des années 2017/2018 (21 forages) n'a rien donné comme ressources nouvelles. 		<ul style="list-style-type: none"> C'est peut-être une piste à ressortir (?) mais il n'y a pas d'extrême urgence sur le Craonnais (alimentation Mayenne par Loiron) La protection des exhaures de mines sera longue (au moins 10 ans), si un accord et une décision était prise entre les gestionnaires de l'eau potable (SEA côté 49 et CCPC côté 53) Il faut aussi prendre en compte que ces eaux alimentent actuellement le Misengrain, dont la qualité des milieux est relativement bonne (lamproie de Planer)... ... puis servent de soutien d'étiage à l'Oudon. Cela resterait le cas si une partie des eaux desservait Craon (les eaux traitées sont rejetées dans l'Oudon également).

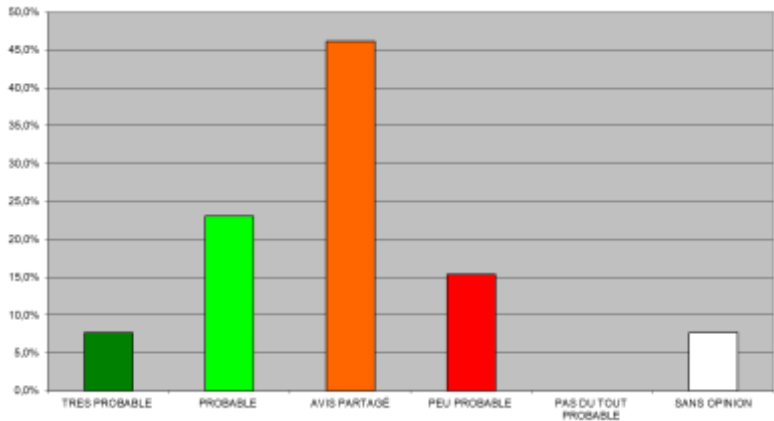
4	Grâce à des efforts sur la continuité écologique, la renaturation, la biodiversité, la suppression des plans d'eau non professionnels au bénéfice de zones humides comme moyen de soutien d'étiage, le bassin est devenu un territoire à haute valeur environnementale protégé.															
	<table><tr><th>Scénario</th><th>Probabilité</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>23.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>7.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>46.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>15.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>8.0%</td></tr></table>	Scénario	Probabilité	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	23.0%	AVIS PARTAGE	7.0%	PEU PROBABLE	46.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	15.0%	SANS OPINION	8.0%	
Scénario	Probabilité															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	23.0%															
AVIS PARTAGE	7.0%															
PEU PROBABLE	46.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	15.0%															
SANS OPINION	8.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">Il y a des secteurs en bon état aujourd'hui déjà et où l'accent est mis en termes d'actions ; Projet LIFE sur le ChéranDes actions sont en cours sur la continuité écologique (diminution forte du taux d'étagement) et la renaturation des milieux. « Mais on a fait le plus facile ».Il y a 6500-7000 plans d'eau dont certains abandonnés, illégaux... qui pourraient permettre de reconstituer des zones humides plus fonctionnelles. Mais le chantier est énorme et peut-être pas suffisant sur le bon état des milieux		<ul style="list-style-type: none">Si par « territoire à haute valeur environnementale protégé », on entend un territoire de type Parc Naturel Régional (PNR) avec des Espaces Naturels Sensibles (ENS), l'ensemble du bassin de l'Oudon en est encore loin.Cette hypothèse est peu probable du fait de la forte présence et de l'incompatibilité entre les activités économiques (sablrières, IAA, ...) et la pression humaine (plans d'eaux,...) avec la naturalité des milieuxLes étiages sont et seront encore plus impactant sur la qualité et la richesse des milieuxIl y a des sujets qui n'avancent pas voire se dégradent toujours (bocage, drainage...)														

5	Outil d'adaptation au changement climatique (étés plus secs, étiages plus marqués en niveau et en fréquence), de nouvelles retenues collinaires déconnectées des milieux (cours d'eau, nappes) sont autorisées et financées par les pouvoirs publics.															
	 <table><caption>Probabilité d'implémentation des mesures d'adaptation</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Probabilité (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~8.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~23.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~38.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>~31.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Probabilité (%)	TRES PROBABLE	~8.0%	PROBABLE	~23.0%	AVIS PARTAGE	~38.0%	PEU PROBABLE	~31.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%	SANS OPINION	0.0%	
Catégorie	Probabilité (%)															
TRES PROBABLE	~8.0%															
PROBABLE	~23.0%															
AVIS PARTAGE	~38.0%															
PEU PROBABLE	~31.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">• Bien cadré par une étude HMUC pour établir la disponibilité du surplus hivernal local, vraiment déconnecté des milieux superficiels et de la nappe... c'est une solution que l'on ne peut pas totalement écarter à la sécheresse pour certaines productions légumières ou fruitières• Cette solution figure dans la liste des mesures possibles dans un PTGE• S'il s'avérait que le changement climatique amenait une plus forte pluviométrie hivernale, la captation de ce ruissellement supplémentaire serait envisageable sans impact négatif• La chambre d'agriculture réalise des diagnostics technico-économiques préalables de retour sur investissement pour la création de retenues collinaires (quelques projets par an aboutissent à une demande d'autorisation administrative)•		<ul style="list-style-type: none">• Les discussions récentes dans le cadre de la préparation du nouveau SDAGE LB 2021-2026 ne vont pas dans ce sens. Il faudrait plusieurs années de sécheresse pour faire évoluer les positions institutionnelles (AELB, Etat, ...)• « Autorisation » pourquoi pas.• « Financement public », moins probable.• On n'a pas toujours une faisabilité de remplissage hivernal selon la topographie.• Il faudrait faire attention aux effets cumulatifs de retenues sur la ressource et le milieu														

6	L'évolution à la hausse des niveaux de pollutions d'origine agricole (nitrates, pesticides) et l'inefficacité relative des moyens curatifs (filtres à charbon) conduit à une augmentation des coûts de potabilisation de l'eau et une dégradation des milieux : la pression réglementaire se maintient sur les agriculteurs du bassin de l'Oudon, notamment dans les aires d'alimentation de captages.															
	<table><caption>Distribution of responses for the probability of a scenario</caption><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~48%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~31%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~15%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>~8%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>~0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>~0%</td></tr></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	~48%	PROBABLE	~31%	AVIS PARTAGE	~15%	PEU PROBABLE	~8%	PAS DU TOUT PROBABLE	~0%	SANS OPINION	~0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	~48%															
PROBABLE	~31%															
AVIS PARTAGE	~15%															
PEU PROBABLE	~8%															
PAS DU TOUT PROBABLE	~0%															
SANS OPINION	~0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">Par rapport à la situation de la fin des années 2000-2010 et au risque de « tour de vis réglementaire » qui avait présidé au lancement de la démarche de la prospective en 2010/2011, les indicateurs de la qualité de l'eau se sont améliorés sur les années récentes (nitrates, phosphore) et semblent bien maîtrisés sur les autres paramètres (hors incidents ponctuels)Avec la diminution de la pluviométrie estivale et donc l'augmentation corrélative des concentrations des éléments (N, phytos, P...) d'une part...... et la tendance à la conversion de prairies en grandes cultures (« végétalisation des exploitations ») d'autre part (cf. hypothèse #1)Le cadre réglementaire de la Zone d'Action Renforcée (ZAR) est intégré par les exploitants et sert de « garde-fous » à maintenir		<ul style="list-style-type: none">Les caractéristiques hydrogéologiques et la forte réactivité du bassin au ruissellement dont qu'il sera toujours très sensible et vulnérable aux pollutions donc il faudra toujours surveiller ce qui s'y feraLa situation des captages souterrains prioritaires de Mayenne s'améliore très lentementPour les mêmes raisons, « maintien » peu probable => tendance au renforcement selon l'évolution des indicateurs.														

14	Au-delà des indicateurs DCE et sans plus de prise d'eau directe sur l'Oudon, l'évolution à la baisse et la stabilisation des niveaux de pollutions d'origine agricole (nitrates, pesticides) sont jugées satisfaisantes par les pouvoirs publics vers 2030 : aucune pression réglementaire spécifique (ZAR, captages prioritaires ,...) ne pèse plus sur le bassin de l'Oudon et ses agriculteurs.															
	 <table><caption>Data from Bar Chart</caption><thead><tr><th>Opinion</th><th>Percentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>55.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>45.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></tbody></table>	Opinion	Percentage	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	0.0%	AVIS PARTAGE	0.0%	PEU PROBABLE	55.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	45.0%	SANS OPINION	0.0%	
Opinion	Percentage															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	0.0%															
AVIS PARTAGE	0.0%															
PEU PROBABLE	55.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	45.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">•		<ul style="list-style-type: none">• Cf. arguments hypothèse #6•														

7	Dans de vastes régions françaises, le respect des critères de classement de la DCE en « bon état » reporté à 2027 est devenu écologiquement infaisable pour des raisons d'insuffisance pluviométrique sur une période printemps/été plus ou moins longue selon les années : le niveau d'exigence est revu à la baisse pour adapter la réglementation avec la réalité des milieux.															
	<table><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>55.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>30.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>10.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>5.0%</td></tr></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	55.0%	AVIS PARTAGE	30.0%	PEU PROBABLE	10.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%	SANS OPINION	5.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	55.0%															
AVIS PARTAGE	30.0%															
PEU PROBABLE	10.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%															
SANS OPINION	5.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">Avec la réduction de la pluviométrie, on a une tendance naturelle à la concentration des éléments dans l'eau et un impact sur les autres indicateurs biologiques. On n'y peut pas grand-chose et les normes doivent être atteignables.Les seuils pour la production d'eau potable et ceux du bon état écologique de la DCE ne sont pas les mêmes : si la situation s'améliore selon les premiers, elle se dégraderait selon les seconds. Un paradoxe apparent à expliquer ?Certains niveaux d'objectifs ont été fixés « a priori et à dire d'experts » en France, ce qui peut avoir conduit à des surestimations d'ambition pour des objectif atteignables. « Le SDAGE 2021-2026 a mis la tête dans le sable » sur cette question pour le moment... mais la notion d'« Objectifs Moins Stricts » (OMS) a néanmoins fait son apparition sur certaines questions (algues vertes, par exemple)		<ul style="list-style-type: none">Il ne faut pas sous-estimer l'inertie bureaucratique : il sera long de faire revoir des textes de Directive européenne et de leur transposition en droit français... surtout pour un allègement des objectifs qui passerait pour du « laxisme » aux yeux de certains acteurs environnementauxSur le bassin de l'Oudon, faudrait-il boucher certains drains agricoles pour améliorer la qualité dans les cours d'eau ?														

8	En 2040, avec le contexte énergétique international, le gaz issu de la méthanisation a remplacé en grande partie le gaz importé : cela a entraîné une modification des assolements, avec plus de CIVE (cultures intermédiaires pour valorisation énergétique) et moins d'élevage (effluents organiques).															
	 <table><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>~8.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>~23.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~46.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>~15.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>~0.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>~7.0%</td></tr></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	~8.0%	PROBABLE	~23.0%	AVIS PARTAGE	~46.0%	PEU PROBABLE	~15.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	~0.0%	SANS OPINION	~7.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	~8.0%															
PROBABLE	~23.0%															
AVIS PARTAGE	~46.0%															
PEU PROBABLE	~15.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	~0.0%															
SANS OPINION	~7.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs projets collectifs ont abouti sur le territoire de l'Oudon dont 2 de taille industrielle : Oudon Biogaz à Livré la Touche, Méta-bio-énergies à Combrée, + des projets à taille plus « humaine » avec des agriculteurs sur Congrier (CS Biogaz SAS) et sur Pouancé (SAS Agri bio énergies), , + Gaz Elivia au Lion d'Angers (valorisation des déchets de l'abattoir) • L'injection directe dans le réseau de gaz prend le pas sur la cogénération de chaleur/électricité • Les projets dits « à la ferme » sont surtout semi-collectif, mais de dimension conséquente aussi (> 250 kW et 30 t/j) et défrayent parfois la chronique locale de leur lieu d'implantation (ex : Loiré en ce moment) • Le Syndicat du bassin de l'Oudon n'a pour l'instant pas pris de délibération de principe sur le sujet de la méthanisation • ABC a fait une charte pour étudier/accepter les projets de méthanisation sur le territoire de la CC • Contacter Stéphane Boireau, <u>anciennement</u> responsable économie circulaire à la CRA pour avoir un état d'avancement complet des projets de méthanisation sur le territoire (<u>actuellement</u> Directeur régional Territoires, délégué consulaire 49, basé à Angers depuis octobre 2022, et avant sur Nantes comme chef de service Énergie Économie circulaire) – stephane.boireau@pl.chambagri.fr | <ul style="list-style-type: none"> • « en grande partie » = trop ambitieux en part dans la consommation totale de gaz naturel • Anjou Bleu Communauté a adopté une Charte de la Méthanisation pour « cadrer » les projets qui ont son soutien, c'est-à-dire qui ne rentrent pas en concurrence avec la priorité à la production agricole pour l'alimentation. La part des cultures pouvant entrer dans le méthanisateur est plafonnée à 15%... en théorie car personne ne contrôle. « Cela va s'arrêter assez vite car personne n'est totalement satisfait » |
|---|--|

9	Dans le cadre d'une politique européenne ambitieuse relayée par les collectivités locales, pour répondre au dérèglement climatique, des plantations bocagères se font massivement, reconstituant un maillage bocager de qualité, y compris sur les zones de cultures.															
	<table><caption>Données du graphique à barres</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>31.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>31.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>39.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	31.0%	AVIS PARTAGE	31.0%	PEU PROBABLE	39.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%	SANS OPINION	0.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	31.0%															
AVIS PARTAGE	31.0%															
PEU PROBABLE	39.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	0.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">Sur un territoire hydrogéologique proche du socle hercynien comme l'Oudon, il faudra davantage retenir les eaux à l'avenir : le bocage, l'agroforesterie... sont des moyens de le faireIl y a déjà plusieurs politiques publiques – dont la PAC – qui font la promotion de la plantation de haies, même si on n'a toujours pas de visibilité du bilan global plantations/destruction (qui continuent par endroits). Le BVO a organisé des formations sur l'intérêt du bocage pour l'agriculture qui demanderaient à être diffusées plus largement aux agriculteursLe stockage de carbone est un objectif d'avenir, qui se traduit par des Paiements pour Services Environnementaux (PSE), privés (« Carbocage ») ou publics ainsi que de la compensation carbone privée (ex : MB Pack)Si les réseaux de chaleur bois plaquettes ne sont pas développés (Segré a fait le choix d'un chauffage de sa piscine au gaz plutôt qu'à la plaquette bois), la plaquette peut aussi servir à la ferme en paillage de la litière des animaux, chaudière bois,...		<ul style="list-style-type: none">Le problème reste avant tout culturel : « aucun céréalier n'aime les arbres dans ses champs ».Les haies, ce ne sont pas les arbres. La volonté de gain de temps, la taille des parcelles et du matériel... sont encore les arguments les plus forts pour nombre d'agriculteursIl y a beaucoup de financement mais le bocage n'avance pas beaucoup concrètement : la préservation de l'existant serait déjà bien. L'entretien et le renouvellement de la haie devraient être autant aidés que la seule plantation														

11	Au vu du dérèglement climatique en 2040, le paysage agricole de l'Oudon a fortement évolué avec des cultures moins gourmandes en eau, les chèvres ont remplacé les vaches, les vergers d'agrumes ceux de pommiers...															
	<table><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>15.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGÉ</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>45.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>30.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>5.0%</td></tr></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	15.0%	AVIS PARTAGÉ	0.0%	PEU PROBABLE	45.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	30.0%	SANS OPINION	5.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	15.0%															
AVIS PARTAGÉ	0.0%															
PEU PROBABLE	45.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	30.0%															
SANS OPINION	5.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">L'idée générale de cette hypothèse est que le bassin de l'Oudon et le Grand Ouest plus largement seront confrontés à des changements structurels et pas uniquement à de « simples » adaptations des systèmes existants« La consommation d'eau annuelle d'une vache est équivalent à 7 chèvres » : oui mais il faut qu'il y ait un débouché commercial à l'élevage des animaux (lait ? viande ?)		<ul style="list-style-type: none">Il faut trouver de nouvelles cultures fourragères adaptées à une moindre pluviométrie que le maïs : le sujet est sur la table dans les chambres d'agriculture des Pays de la Loire (mélange céréales-protéagineux, graminées à enracinement profond pour fauche type dactyle, ...)														

12	L'augmentation des épisodes pluvieux violents, l'intensité et la fréquence des orages et des coulées de boues ont engendré des pertes de récolte répétées : les agriculteurs se sont tournés vers des élevages herbagers extensifs.															
	<table><caption>Données du graphique à barres</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Valeur (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>A VIS PARTAGE</td><td>15.0%</td></tr><tr><td>PEU PROBABLE</td><td>62.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>23.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Valeur (%)	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	0.0%	A VIS PARTAGE	15.0%	PEU PROBABLE	62.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	23.0%	SANS OPINION	0.0%	
Catégorie	Valeur (%)															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	0.0%															
A VIS PARTAGE	15.0%															
PEU PROBABLE	62.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	23.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">La question des pluies intenses, du ruissellement et de l'érosion des sols (entraînement d'eau marron dans les fossés puis les cours d'eau, coulées de boues localisées, ...) est une vraie problématique. Elle représente aussi une perte de matière organique et d'appauvrissement de la fertilité des sols à terme		<ul style="list-style-type: none">Cette problématique ne sera pas suffisante pour que les agriculteurs privilégient l'occupation permanente du sol par de l'herbe à destination d'herbivores. Cf. #hypothèse 1 & 10Là où il y a problème érosif, les solutions existantes sont plus techniques : moindre travail du sol, bandes enherbées, haiesAu 01/01/2023, l'assurance récolte est généralisée														

13	Le dérèglement climatique génère des déplacements de population : les citadins envahissent les campagnes de l'Oudon et génèrent une pression d'urbanisation importante sur les terres agricoles (continuité des bourgs, changement de destination des bâtis agricoles).															
	<table><caption>Données du graphique à barres</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>TRES PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>PROBABLE</td><td>0.0%</td></tr><tr><td>AVIS PARTAGE</td><td>~23.0%</td></tr><tr><td>FEU PROBABLE</td><td>~55.0%</td></tr><tr><td>PAS DU TOUT PROBABLE</td><td>~23.0%</td></tr><tr><td>SANS OPINION</td><td>0.0%</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Pourcentage	TRES PROBABLE	0.0%	PROBABLE	0.0%	AVIS PARTAGE	~23.0%	FEU PROBABLE	~55.0%	PAS DU TOUT PROBABLE	~23.0%	SANS OPINION	0.0%	
Catégorie	Pourcentage															
TRES PROBABLE	0.0%															
PROBABLE	0.0%															
AVIS PARTAGE	~23.0%															
FEU PROBABLE	~55.0%															
PAS DU TOUT PROBABLE	~23.0%															
SANS OPINION	0.0%															
Arguments des probables		Arguments des indécis et des improbables														
<ul style="list-style-type: none">		<ul style="list-style-type: none">Les territoires ruraux ne seront pas les premiers visés par ces mouvements migratoires (s'ils s'avèrent s'ajouter aux migrations économiques déjà en cours) mais les villes et leurs capacités d'hébergement supérieures														